

**Réunion en formule Arria Formula 12 Mars
2024**

**Discours de la Présidente de la Confédération
Viola Amherd**

Excellences,

C'est un grand plaisir de vous accueillir à cette réunion informelle Arria.

Les droits des femmes sont au cœur des discussions du Conseil de Sécurité cette semaine : hier avec la présentation du rapport de Pramila Patten, Représentante Spéciale du Secrétaire Général, sur la violence sexuelle dans le contexte du conflit au Moyen-Orient. Aujourd'hui avec cette réunion en formule Arria. Et demain, avec le débat ouvert sur la construction de la paix et la prévention des conflits à travers l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Pour la Suisse, il n'y a aucun doute : la paix est étroitement liée à l'égalité des genres et aux droits des femmes. Renforcer le rôle des femmes dans les efforts relatifs à la paix et la sécurité internationale est un de nos objectifs au Conseil de sécurité. Pour y parvenir, nous devons utiliser tous les outils à notre disposition.

L'agenda Femmes, paix et sécurité en est un. Entre les mains du Conseil de sécurité, il s'agit d'un instrument primordial pour assurer que les droits des femmes et des filles soient protégés et promus tant en temps de paix qu'en temps de conflit. La lutte et la prévention contre toutes les formes de violences sexuelles liées aux conflits en font partie intégrante.

La Suisse s'engage pour que le Conseil de sécurité mette en œuvre cet outil dans l'ensemble des contextes et sujets à son agenda. Nous y mettons un accent sur le renforcement de la participation des femmes et la promotion de leurs réseaux et organisations.

La session de la Commission de la condition de la femme est un moment opportun pour mettre en lumière la manière dont d'autres mécanismes peuvent soutenir cet effort. C'est pourquoi la Suisse a organisé cette réunion.

Hier, la Commission de la condition de la femme a entamé sa 68ème session. Au cours des 70 dernières années, des progrès ont été réalisés en matière d'égalité, mais il reste

encore beaucoup à faire. En 2023 la part des femmes dans les parlements dans le monde était de seulement 26,5 %. Seuls 27 pays ont aujourd'hui une femme à la tête de leur gouvernement. Cela doit changer.

Car, comme le disait Malala Yousafzai, activiste pakistanaise des droits humains : *"Nous ne pouvons pas tous réussir lorsque la moitié d'entre nous est freinée."*

Ce n'est malheureusement pas une tâche facile dans le contexte global actuel. Le monde fait face à de nombreux conflits. Les institutions multilatérales sont en proie à une crise de confiance majeure. Les droits et libertés fondamentales des femmes et des filles sont l'objet de récits relativistes, tant dans les salles d'ici que dans le monde entier.

Nous devons faire entendre nos voix haut et fort *pour* la réalisation des droits des femmes. Comme l'a fait Funmilayo Ransome-Kuti, une politicienne nigériane et militante pour les droits des femmes, qui déclarait que *"Les femmes ne demandent pas la charité, elles demandent la*

justice. Elles ne mendient pas pour leurs droits, elles se battent pour les obtenir."

Pour faire respecter ces droits, des normes et des lois sont nécessaires, et non de belles paroles. Cette bataille a porté des fruits, grâce au travail de cette Commission et des femmes activistes du monde entier : la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est aujourd'hui le principal cadre normatif sur les droits des femmes et des filles au niveau global. Elle doit être respectée et mise en œuvre, y compris dans le contexte de nos discussions au sein du Conseil de sécurité.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons mis notre engagement « femmes, paix et sécurité » au premier plan pendant notre mandat au sein du Conseil de sécurité.

Convaincus de la nécessité de la mise en œuvre de la Résolution 1325 et de ses neuf résolutions consécutives, la Suisse a assumé le rôle de co-présidente du groupe informel sur les femmes, la paix et la sécurité. En 2000, la

Suisse a été parmi les premiers pays à adopter un plan national d'action sur les femmes, la paix et la sécurité.

Nous devons continuer à mettre en évidence l'impact disproportionné de la guerre sur les femmes. Leur participation aux processus de paix, à la prévention des conflits et à la reconstruction après un conflit est cruciale. Lors des pourparlers sur la paix, moins de quinze pour cent des participants sont des femmes. C'est clairement insuffisant.

Mesdames et Messieurs,

Comme nous le rappelle l'histoire, les droits des femmes ne sont jamais acquis. Si nous n'avancions pas, nous régressons.

C'est pourquoi il est essentiel de renforcer les synergies entre l'Agenda 1325 et la Convention CEDEF. La vaste expertise des mécanismes sur les droits humains, et sur les droits des femmes en particulier, doit pouvoir guider nos discussions et nos actions sur la paix et la sécurité au niveau global.

Ceci car l'ensemble des droits des femmes et des filles doivent être garantis en tout temps, en temps de paix comme en temps de conflit.

Excellences,

Trop souvent encore, les droits des femmes ne sont pas respectés. Trop souvent encore, ces droits sont donnés par la même main qui peut les retirer à tout moment, au gré de ses faveurs et de ses envies.

L'objectif est donc loin d'être atteint. J'espère que les échanges d'aujourd'hui nous permettront d'avancer dans la bonne direction. Ensemble, nous pouvons faire de ces droits une réalité.

Nous aurons aujourd'hui l'opportunité d'écouter trois distinguées intervenantes : la directrice exécutive d'ONU Femmes, Sima Bahous, la présidente du comité CEDEF, Ana Pelaez Nervaes, et Moon Nay Lin, Secrétaire Générale de la Women's League of Burma. En raison

d'un changement de programme de dernière minute, je vais devoir quitter rapidement pour l'aéroport. Je vous souhaite à tous et toutes une riche discussion. Merci beaucoup.

Arria Formula meeting March 12, 2024
Speech by Viola Amherd, President of the
Swiss Confederation

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

It is a great pleasure to welcome you to this Arria Formula meeting.

Women's rights are at the heart of the Security Council's discussions this week: yesterday with the presentation of the report by Pramila Patten, Special Representative of the Secretary-General, on sexual violence in the context of the Middle East conflict. Today, with this Arria formula meeting. And tomorrow, with the open debate on peace-building and conflict prevention through the empowerment of women and young people.

For Switzerland, there is no doubt: peace is closely linked to gender equality and women's rights. Strengthening the role of women in international peace and security efforts is one of our objectives on the Security Council. To achieve this, we must use all the tools at our disposal.

The Women, Peace and Security agenda is one of them. In the hands of the Security Council, it is a vital instrument for ensuring that the rights of women and girls are protected and promoted in both peacetime and times of conflict.

Combating and preventing all forms of conflict-related sexual violence is an integral part of this.

Switzerland is committed to ensuring that the Security Council implements this tool in all the contexts and topics on its agenda. We place particular emphasis on strengthening the participation of women and promoting their networks and organizations.

The session of the Commission on the Status of Women is an opportune moment to highlight how other mechanisms can support this effort. That's why Switzerland has organized this meeting.

Yesterday, the Commission on the Status of Women began its 68th session. Over the past 70 years, progress has been made towards equality, but much remains to be done. In 2023, the proportion of women in parliaments worldwide stood at just 26.5%. Only 27 countries now have a woman at the head of their government. This must change.

Because, as Pakistani human rights activist Malala Yousafzai said, "We can't all succeed when half of us are held back."

Unfortunately, this is no easy task in the current global context. The world is facing numerous conflicts. Multilateral institutions are in the grip of a major crisis of confidence. The fundamental rights and freedoms of women and girls are the subject of relativistic narratives, in meeting rooms here and around the world.

We need to make our voices heard loud and clear for the realization of women's rights. As did Funmilayo Ransome-Kuti, a Nigerian politician and women's rights activist, who declared that "Women don't ask for charity, they ask for justice. They don't beg for their rights, they fight for them."

To enforce these rights, standards and laws are needed, not fine words. This battle has borne fruit, thanks to the work of this Commission and women activists the world over: the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women is today the main normative framework for women's and girls' rights at global level. It must be respected and implemented, including in the context of our discussions at the Security Council.

Ladies and Gentlemen,

We have put our commitment to "women, peace and security" at the forefront of our Security Council membership. Convinced of the need to implement Resolution 1325 and its nine

consecutive resolutions, Switzerland assumed the role of co-chair of the informal group on women, peace and security. In 2000, Switzerland was among the first countries to adopt a national action plan on women, peace and security.

We must continue to highlight the disproportionate impact of war on women. Their participation in peace processes, conflict prevention and post-conflict reconstruction is crucial. At peace talks, less than fifteen percent of participants are women. This is clearly insufficient.

Ladies and Gentlemen,

As history reminds us, women's rights can never be taken for granted. If we don't move forward, we move backward.

This is why it is essential to strengthen the synergies between Agenda 1325 and the CEDAW Convention. The vast expertise of the mechanisms on human rights, and on women's rights in particular, must guide our discussions

and actions on peace and security at global level.

For all the rights of women and girls must be guaranteed at all times, in times of peace as well as in times of conflict.

Your Excellencies,

All too often, women's rights are still not respected. All too often, these rights are given by the same hand that can take them away at any time, at a whim.

So the goal is far from being achieved. I hope that today's discussions will enable us to move in the right direction. Together, we can make these rights a reality.

Today, we will have the opportunity to listen to three distinguished speakers: UN Women Executive Director Sima Bahous, CEDAW Committee Chair Ana Pelaez Nervaez, and Moon Nay Lin, Secretary General of the Women's League of Burma. Due to a last-

minute change of plans, I'll have to leave quickly for the airport. I wish you all a rich discussion. Thank you very much.